

REVUE DE PRESSE

24 mars 2022 – 19 avril 2022




UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

DIRCOM Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Enseignants, chercheurs et doctorants

Le Monde

19 avril 2022

Avec Dominique Rousseau, professeur émérite en droit

« La préférence nationale, une rupture avec l'identité de la France »

La notion d'Etat de droit a été malmenée au cours de la campagne électorale, comme le rôle du Conseil constitutionnel, jusque parmi les partis de gouvernement. Le constitutionnaliste Dominique Rousseau, professeur émérite à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, explique en quoi l'Etat de droit dépasse le seul respect de la loi, quelle qu'elle soit. Il impose de permettre aux citoyens de faire contrôler leur conformité aux droits fondamentaux. L'oublier serait s'engager sur les voies empruntées par la Hongrie ou la Pologne, celles de démocraties illibérales.

[Lien via Europresse](#)

Fondation Jean Jaurès

18 avril 2022

Avec Jacques Gerstlé, professeur émérite en science politique

Le poids du débat d'entre-deux-tours

Jacques Gerstlé, professeur émérite de sciences politiques à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, revient sur le rituel du débat télévisé de l'entre-deux-tours entre les candidats à l'élection présidentielle, point d'orgue de la campagne depuis quarante-huit ans, pour déterminer si son rôle est véritablement décisif.

S'il est un débat électoral télévisé qui est attendu, c'est bien celui qui va opposer Emmanuel Macron et Marine Le Pen le 20 avril prochain parce qu'il est considéré comme le point d'orgue de la campagne présidentielle depuis maintenant quarante-huit ans et huit campagnes antérieures, comme un épisode devenu une quasi-institution au sens sociologique du terme, voire un rituel. Attendu aussi parce qu'il constitue l'épisode conclusif et peut-être décisif d'une campagne totalement inédite. Attendu, enfin, parce qu'il constitue l'ultime occasion pour la candidate du Rassemblement national de confirmer la restauration d'un profil très abîmé lors du même exercice en 2017 et de prendre ainsi sa revanche.

[Lien vers l'article](#)

La Croix
17 avril 2022

Avec Arnaud Gossement, professeur associé à l'École de droit de la Sorbonne

Présidentielle 2022 : le prochain président pourrait-il dénaturer la Constitution ?

Certaines propositions de Marine Le Pen comme la fin du regroupement familial ou le fait de réserver les aides sociales aux Français sont en contradiction avec le préambule de 1946. Quelle serait sa marge de manoeuvre, si elle était élue ?

En France, le président peut engager un processus de révision de la Constitution. Il peut le faire sur proposition du premier ministre, en vertu de l'article 89 du texte fondateur - qui précise toutefois que la forme républicaine du gouvernement ne peut faire l'objet d'une réforme. Mais jusqu'où le chef de l'État peut-il en modifier la teneur ? Pourrait-il la dénaturer, remettre en cause les piliers de l'état de droit ? Quels sont les garde-fous ?

[Lien via Europresse](#)

La Croix
16 avril 2022

Avec Arnaud Gossement, professeur associé à l'École de droit de la Sorbonne

Présidentielle 2022 : le président peut-il s'émanciper du cadre européen ?

L'Europe est l'une des grandes lignes de fracture entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. Cette dernière entend faire primer le droit national sur celui de l'Union européenne, mais le pourrait-elle vraiment... sans mener au « Frexit » ?

Quelle sera la politique européenne de la France durant du prochain quinquennat ? Voilà l'une des grandes lignes de fracture entre les deux finalistes du 24 avril. Tandis qu'Emmanuel Macron mise sur une « Europe-puissance capable de se défendre et peser sur le cours de l'histoire », Marine Le Pen défend un programme souverainiste, destiné à libérer le pays du « carcan » européen - sans pour autant défendre un Frexit, autrement dit une sortie l'Union européenne.

[Lien via Europresse](#)

France TV info
16 avril 2022

Avec Bertrand Mathieu, chargé d'enseignement en droit public

Présidentielle 2022 : comment peut-on réviser la Constitution ?

Que dit la loi sur une éventuelle révision de la Constitution ? *“En théorie, il y a deux manières de réviser la Constitution : soit un vote des deux assemblées suivi d'un vote du congrès, soit un vote des deux assemblées suivi d'un référendum”,* explique Bertrand Mathieu, professeur de droit constitutionnel à l'université Paris I Panthéon-Sorbonne, vendredi 15 avril.

"Un malaise démocratique"

“Mais il y a également une autre possibilité qui fait l'objet de beaucoup de débats chez les juristes. C'est la possibilité de réformer la Constitution, comme l'avait fait le général de Gaulle en 1962, directement par le référendum, sans passer par les assemblées parlementaires”, précise Bertrand Mathieu. *“On est dans une situation où il y a un malaise démocratique. Ce débat autour du référendum dépasse celui de Marine Le Pen et s'inscrit dans une volonté de réintroduire de la démocratie directe dans les décisions politiques”,* déclare-t-il.

[Lien vers la vidéo](#)

L'OBS
15 avril 2022

Avec Frédéric Sawicki, professeur en science politique

« Après l'humiliation d'Hidalgo, les principaux ennemis des socialistes, ce sont les socialistes »

Frédéric Sawicki est professeur de sciences politiques à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne, spécialiste du militantisme, de l'étude des partis politiques et particulièrement du Parti socialiste. Il a récemment publié « la Fin des partis » (avec Igor Martinache, PUF, 2020).

Nous vous avons interrogé il y a cinq ans, après le score calamiteux de Benoît Hamon à l'élection présidentielle (6,36 %). Vous nous répondiez qu'on aurait tort d'enterrer trop vite le PS. Dimanche, Anne Hidalgo a récolté 1,75 % des voix, presque quatre fois moins... cette fois, on y est ?

Malgré ce chiffre beaucoup plus bas, il y a des similitudes entre la situation du Parti socialiste aujourd'hui et celle d'il y a cinq ans. Les candidats à la présidentielle ont été plus nombreux. Si on additionne les voix d'Anne Hidalgo et celles de Yannick Jadot (4,63 %), on obtient le score de Benoît Hamon...

En 2017, la question était de savoir si des parlementaires et des élus locaux allaient quitter le navire socialiste pour rejoindre En Marche !. D'autant plus qu'il y avait alors une hésitation sur ce que seraient les orientations politiques d'Emmanuel Macron. Pour preuve, lors de la déclaration de politique générale du Premier ministre Edouard Philippe, les députés socialistes s'étaient presque tous abstenus. Par la suite, les élections locales sont arrivées à un moment

où Emmanuel Macron était en perte de vitesse, si bien qu'il n'y a pas eu tant d'hémorragies que cela pour le Parti socialiste. Il n'a perdu que peu de positions dans les villes et les régions, même s'il a dû céder des mandats et des vice-présidences à ses alliés. Sur cette base-là, le Parti socialiste peut encore durer longtemps. Mais la principale inquiétude, c'est le recul de sa force militante.

[Lien via Europresse](#)

Libération

14 avril 2022

Avec Tamara Boussac, maîtresse de conférences en langues et littératures anglaises et anglo-saxonnes

Donald Trump, quand le monde n'y croyait pas

A quelques jours de l'élection générale de 2016 aux Etats-Unis, la plupart des observateurs - journalistes, universitaire, instituts de sondages - restaient incrédules quant aux capacités de Donald Trump à la remporter. Plusieurs facteurs expliquaient cette cécité, notamment le fait que la plupart des sondages, critiqués depuis, donnaient Hillary Clinton gagnante. La minimisation de l'effet Bernie Sanders dans les médias pendant la primaire démocrate donnait aussi l'impression, erronée, qu'il n'y avait pas d'alternative à Clinparti ton et qu'elle bénéficiait d'une légitimité incontestée dans son propre camp.

Enfin, au sein même du parti républicain, le mythe du «never Trump» mis en avant par de nombreux cadres du parti, comme la famille Bush, avait popularisé l'idée que les républicains «traditionnels» ne s'abaisseraient jamais à voter Trump, trop attachés à l'image de leur parti pour se tourner vers un candidat populiste, raciste et grossier. Plusieurs dynamiques, mises au jour depuis, étaient trop peu prises en compte dans ces analyses.

[Lien via Europresse](#)

France Culture

14 avril 2022

Avec Marie-Anne Cohendet professeure en droit public à l'université et Bastien François, professeur de science politique à l'université

L'élection présidentielle à l'épreuve de la Constitution. Avec Marie-Anne Cohendet et Bastien François

Les candidats sont unanimes sur le besoin de changements, mais ils ne s'accordent pas à propos des moyens et des réformes à mener. Et puis certains points du programme de Marine Le Pen interrogent quant à leur conformité avec nos lois suprêmes. Pour se repérer dans ce débat touffu, nous recevons Marie-Anne Cohendet, constitutionnaliste, professeure de droit public et Bastien François, Professeur de science politique.

[Lien vers l'article](#)

Le Monde

14 avril 2022

Avec Michaël Zemmour, maître de conférences en sciences économiques à l'université

Retraites : « La première source du déficit n'est pas la hausse des dépenses mais la baisse des recettes »

Michaël Zemmour, maître de conférences en économie à l'université Paris-I-Panthéon-Sorbonne, a répondu en direct à vos questions sur la réforme des retraites, enjeu de l'élection présidentielle, dans un tchat.

[Lien vers l'article](#)

Zig Zag Paris

13 avril 2022

Avec Carlos Moreno, enseignant-chercheur à l'institut d'administration des entreprises de Paris

Un groupe d'experts a imaginé la ville idéale dont Paris veut s'inspirer

Dans son 3^e rapport, le **GIEC** alarme sur l'**urgence climatique** et la nécessité de modifier les **espaces urbains**. Les experts ont imaginé une **ville idéale** qui inspire **Paris** pour son visage de demain.

LE GIEC THÉORISE UNE VILLE VERTE ET « COMPACTE » ...

Selon le dernier rapport du **GIEC**, l'**urgence climatique** n'a jamais été aussi importante. Pour limiter le **réchauffement climatique**, il faut agir drastiquement avant **2025**. Trois ans pour sauver la planète. Lorsque l'on sait que les zones urbaines produisent **70% des émissions mondiales de gaz à effets de serre** et qu'il y aura **7 milliards de citoyens d'ici 2050**, il semble prioritaire de modifier l'espace urbain.

[Lien vers l'article](#)

France info
13 avril 2022

Avec Thomas Clay, professeur en droit privé et sciences criminelles à l'université

Entre-deux tours, 48e jour de guerre en Ukraine... Les informés de franceinfo du mercredi 13 avril

Les thèmes

- Marine Le Pen présente son projet diplomatique : rapprochement entre la Russie et l'Otan, rupture de tous les accords de coopération militaro-industriels avec l'Allemagne depuis 2017... À qui s'adresse-t-elle ?
- le Vrai du Faux, les arguments de Marine Le Pen sur la sortie du commandement intégré de l'Otan
- 48e jour de guerre en Ukraine : Joe Biden parle de "génocide", Emmanuel Macron refuse "l'escalade des mots"
- Bataille présidentielle : pour qui vont voter les électeurs de Jean-Luc Mélenchon ? Les stratégies des deux candidats dans l'entre-deux tours.
- Emmanuel Macron peut-il créer un seul grand parti avec toutes les composantes de l'actuelle majorité ?

Les invités

Saveria Rojek, journaliste et éditorialiste politique

François Reynaert, journaliste et écrivain, chroniqueur à l'Obs

Stéphane Vernay, directeur de la rédaction parisienne d'Ouest France

Thomas Clay, professeur de droit à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne & avocat

[Lien vers l'article](#)

20 Minutes

13 avril 2022

Avec Michaël Zemmour, maître de conférences en sciences économiques à l'université

Présidentielle 2022 : Une retraite à 62, 64 ou 65 ans, ça change quoi économiquement ?

Emmanuel Macron, qualifié pour le second tour de la présidentielle, a indiqué pouvoir mettre de l'eau dans son vin sur la principale réforme annoncée en cas de second mandat : la réforme des retraites, qui passerait notamment l'âge de départ à 65 ans. Interrogé lundi sur cette mesure polémique, qu'il n'a pas su mener à son terme au cours de son quinquennat, le candidat a indiqué qu'il était « prêt à bouger le rapport au temps et dire qu'on ne fait pas forcément une réforme jusqu'en 2030, si je ressens trop d'angoisse chez les gens. »

Autre changement dans une doctrine jadis intangible, « les 65 ans ne sont pas un dogme », a ajouté le président, « ouvrant la porte » à une retraite à 64 ans si la société était trop tendue sur le sujet. En ce cas, « il faudra s'arrêter en 2027, et ne pas préempter la suite » de la réforme, a-t-il précisé, le projet visant à retarder l'âge de départ de 4 mois par an dès

2023. Le président et le Premier ministre, Jean Castex, imaginent également un référendum sur le sujet. Alors votre retraite, vous la préférez à 62, 64 ou 65 ans ? 20 Minutes fait le point sur les différents scénarios.

[Lien vers l'article](#)

Culture.gouv.fr
12 avril 2022

Avec Françoise Bostyn, professeure en ethnologie, préhistoire et anthropologie biologique

"Femmes (et) Archéologues)" : une rencontre, un podcast

Cette rencontre, organisée par la DRAC Hauts-de-France (Service régional de l'archéologie), s'est déroulée au sein de l'exposition et a été ouverte par Corinne Porte, directrice des ANMT. L'échange convivial, animé par Laetitia Maggio et Marina Pagli (SRA Hauts-de-France), a réuni huit femmes archéologues, aux parcours et expériences diverses. Les discussions, riches, ont duré 1h30 et ont abordé les thèmes de la place de la femme en archéologie et de la transmission des savoirs.

[Lien vers l'article](#)

The Conversation
11 avril 2022

Avec Sarah Saint-Michel, maîtresse de conférences en sciences de gestion

Anne Hidalgo et Valérie Pécresse, victimes aussi d'une falaise de verre ?

Pour la première fois de l'histoire, il n'y a jamais eu autant de femmes candidates à l'élection présidentielle et les partis historiques, le Parti socialiste (PS) et Les Républicains (LR) ont placé deux femmes à leurs têtes, pour concourir à l'élection présidentielle.

Valérie Pécresse (LR), battue dans les urnes ce dimanche 10 avril avec un score de 4,79 % ne cache plus sa fatigue et son épuisement. Elle témoigne que « rien » ne lui a été épargné durant cette campagne. Quant à Anne Hidalgo (PS), elle a peiné à fédérer autour de son programme avec une dégringolade dans les estimations de vote jusqu'à un score historiquement bas le soir du premier tour : à 1,74 %, la candidate socialiste est placée juste au-dessus de Philippe Poutou et Nathalie Artaud.

Valérie Pécresse et Anne Hidalgo seraient-elles victimes du phénomène de la « falaise de verre » ? L'analyse du parcours de ces femmes en politique pourrait être observée au regard de ce que les scientifiques en leadership ont théorisé depuis de nombreuses années.

Ainsi deux chercheurs de l'Université d'Exeter, Michelle Ryan et Alexander Haslam en 2005, ont montré à partir d'un échantillon de 100 entreprises cotées à la Bourse de Londres (FTSE) que lors des situations de crise au sein d'une entreprise, les femmes étaient nommées à leur tête. Et non pas l'inverse : ce ne sont pas les femmes qui conduisent à la crise mais bien elles que l'on place quand c'est déjà trop tard.

[Lien vers l'article](#)

RTS

11 avril 2022

Avec Frédéric Sawicki, professeur en science politique

“En France, l'agonie des partis traditionnels à la présidentielle

Les partis traditionnels ont touché le fond dimanche en France au premier tour de l'élection présidentielle. Victimes tour à tour de la stratégie centriste d'Emmanuel Macron, PS comme Républicains jouent désormais leur survie.

A 20 heures, un silence atterré s'est abattu sur la salle parisienne dans laquelle le Parti socialiste (PS) attendait le résultat de sa candidate Anne Hidalgo. Avec un humiliant 1,75% des voix au premier tour de l'élection présidentielle, le parti enregistre un échec historique.

Il est loin le temps où un candidat, François Mitterrand en 1974, agrégeait près de la moitié des électeurs (43,25%) ou même celui où François Hollande convainquait un tiers des votants avec 28,63% des voix en 2012. C'est sous le mandat de ce dernier que la chute de la maison socialiste, minée par ses divisions idéologiques et ses batailles d'ego, s'est accélérée.

[Lien vers l'article](#)

AFP

10 avril 2022

Avec Frédéric Sawicki, professeur en science politique

Le PS et les Républicains: les deux échecs cuisants de ce premier tour

Les partis traditionnels de droite et de gauche étaient déjà à l'agonie depuis des années en France, le premier tour de la présidentielle dimanche a enfoncé un nouveau clou dans leur cercueil.

Selon les premières estimations, la candidate socialiste Anne Hidalgo obtient un résultat humiliant, sans précédent, autour de 2%, voire moins, et celle des Républicains (droite) Valérie Pécresse signe une défaite historique à environ 5% des voix.

A l'annonce des résultats, la salle parisienne où se tenait la soirée socialiste s'est figée dans le silence.

Mme Hidalgo a appelé à voter le 24 avril pour Emmanuel Macron afin de contrer l'extrême droite, tout en promettant que le combat continuerait "pour faire obstacles aux projets injustes" portés selon elle par le président sortant.

"Nous travaillerons au rassemblement de la gauche dispersée qui n'a pas su s'unir (...) pour retisser en profondeur les liens (...) avec les classes populaires", a-t-elle déclaré.

La chute de la maison socialiste, minée par ses divisions idéologiques et ses batailles d'égo, s'est accélérée sous le mandat du président François Hollande (2012-2017), qui a dû renoncer à se représenter pour un second mandat en 2017.

[Lien via Europresse](#)

Le Parisien
10 avril 2022

Avec Marie Buscatto, professeure en sociologie

“Pourquoi les femmes de très grande taille sont-elles stigmatisées ?

Aurore est statistiquement « hors norme ». Et pour s'en rendre compte, elle n'a pas eu besoin de lire l'étude de l'Inserm qui établit la taille de 1,77 m comme seuil à partir duquel une femme devient « anormalement » grande. « Le regard des autres suffit pour le comprendre », rétorque la jeune serveuse de 25 ans, du haut de son 1,86 m. Elle fait ainsi partie des 2 % à 3 % de la population féminine qui dépasse ce palier, représentant ainsi les femmes les plus grandes de France. Soit, un groupe compris entre 700 000 et un million de femmes.

Si la grande taille est perçue comme une caractéristique plutôt convoitée (qui n'a jamais souhaité avoir quelques centimètres en plus ?), synonyme d'une allure pleine de grâce, nombreuses sont celles qui témoignent pourtant d'un sentiment d'isolement, de brimades voire de discriminations. Car il y a « grande » et « très grande » aux yeux de la société.

[Lien vers l'article](#)

Le Presse
10 avril 2022

Avec Marie Buscatto, professeure en sociologie

La réalité des femmes de grande taille

Vous mesurez 1,88 m. Vous n'êtes pas grande, mais très grande.

Oui. C'est important, cette distinction. Je ne parle pas des femmes grandes, mais très grandes. Ce n'est pas la même chose, car on est hors normes. Être grande est vue de manière positive dans notre société, mais être très grande ne l'est pas. Très fréquemment les gens me disent : « Ah, vous êtes grande ! C'est bien ! » Et je réponds : « Est-ce que vous voudriez être aussi grande que moi ? » Et on me répond : « Quand même pas, non ! » Le sujet des très grandes femmes n'est pas étudié, ce n'est pas socialement défini comme une source de stigmatisation, alors que ça peut créer des complexes et des difficultés. Il n'y a pas cette conscience collective des effets que peut provoquer le fait d'être très grande. Ça nous façonne, en tout cas. Ça va jouer dans nos interactions avec les autres dès le premier regard.

[Lien vers l'article](#)

Le Monde
8 avril 2022

Avec Dominique Rousseau, professeur émérite en droit

“« Le dessein de Marine Le Pen est aux antipodes des discours unificateurs et pacifiques de la candidate »

Marine Le Pen sourit, poste sur TikTok des vidéos de ses chats, caresse l'électeur de mots doux comme « concorde » ou « union nationale », et sourit encore. Qui, dans un tel décor de sérénité, serait assez méfiant, assez mesquin, pour lire en détail les quarante-six pages indigestes de son projet « Contrôler l'immigration » ? Il faut pourtant en passer par là pour comprendre l'un des enjeux de la présidentielle : la stratégie « douceur » de la candidate du Rassemblement national (RN) masque un projet brutal de destruction des institutions de la République, de rupture avec les idéaux universalistes de la Révolution française, mais aussi de divorce avec l'Union européenne.

[Lien via Europresse](#)

La Vie des idées

8 avril 2022

Avec Christelle Gris, chercheuse associée au Centre européen de sociologie et de science politique (CESSP)

Femmes de

Si, dans un système républicain, les femmes d'élus n'ont en principe aucun rôle politique à jouer, elles tiennent en pratique un rôle décisif dans la carrière politique de leur conjoint. La sociologue Christelle Gris a mené une longue enquête de terrain sur ces femmes.

La Vie des idées : Diriez-vous que les femmes d'élus sont des « invisibles » de la vie politique française, y compris dans ce contexte d'élection présidentielle ?

Christelle GRIS : Chaque élection présidentielle s'accompagne pour les candidats d'un dévoilement de certains aspects de leur vie privée : ce phénomène de « peopolisation » de la vie politique n'est certes pas nouveau, mais il s'accroît depuis les années 2000, au point que ce « dévoilement » privé fait désormais partie intégrante de la communication politique. Il s'agit pour eux, non seulement de répondre ou de se contraindre à une certaine « transparence » de leur vie privée imposée de l'extérieur (par les journalistes, par les électeurs, etc.), mais également, de manière plus ou moins stratégique, de mettre en scène utilement leur vie conjugale à des fins électorales. Les épouses de présidentiables viennent par exemple, par leur présence ou leurs témoignages, attester des « bonnes mœurs » privées du candidat et de son intégrité, comme l'avait montré avant moi Christiane Restier-Melleray

[Lien vers l'article](#)

France Inter

8 avril 2022

Avec Dominique Rousseau, professeur émérite en droit

Immigration : le droit de réponse du constitutionnaliste Dominique Rousseau après les propos de Marine Le Pen

Invitée le 5 avril sur France Inter, la candidate du Rassemblement national avait qualifié de "stupide" et "ignoble" l'analyse faite par Dominique Rousseau de son programme en matière d'immigration. Le constitutionnaliste a fait valoir son droit de réponse.

Dominique Rousseau, professeur de droit public à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, répond à Marine Le Pen qui avait critiqué l'analyse de son projet lors de la matinale de France Inter du mardi 5 avril 2022

[Lien vers l'article](#)

Libération
7 avril 2022

Avec Michael Zemmour, maître de conférences en sciences économiques

Retraites A droite et à l'extrême droite, une réforme à l'antienne

Sur ce sujet au moins, les choses auront été posées plutôt clairement durant la campagne présidentielle. Il n'y a pas un candidat qui ne se soit pas positionné sur l'âge légal de départ en retraite - aspect auquel est bien souvent réduit un sujet pourtant bien plus vaste. A gauche, Jean-Luc Mélenchon, Nathalie Arthaud et Philippe Poutou défendent un retour à la retraite à 60 ans. A droite et à l'extrême droite, trois candidats affirment au contraire qu'«il va falloir travailler plus longtemps», et défendent un nouveau report de l'âge légal de départ : de 62 à 64 ans pour Eric Zemmour, jusqu'à 65 ans pour Emmanuel Macron (LREM) et

Valérie Pécresse (LR). A les écouter, la nécessité de cette réforme s'imposerait d'elle-même, comme un état de fait. Pourtant, les principaux arguments qu'ils convoquent comme des évidences sont discutables.

[Lien via Europresse](#)

Ouest France
6 avril 2022

Avec Julie Gervais, maîtresse de conférences en science politique

Affaire McKinsey. Avec les cabinets privés, l'Etat «assèche les ressources de la fonction publique»

S'appuyer sur les ressources des cabinets de conseil privés s'est systématisé, ces dernières années, dans les ministères. Pourquoi l'État se détourne des compétences de la fonction publique au profit de celles des consultants privés ? Julie Gervais, maîtresse de conférences à Sciences Po Paris 1, livre des réponses.

Alors que l'exécutif s'embourbe dans l'affaire liée à l'influence des cabinets de conseil sur les politiques publiques, une enquête pour « blanchiment aggravé de fraude fiscale » a été ouverte le 31 mars 2022, a annoncé ce mercredi 6 avril le Parquet national financier. Le recours à des cabinets de conseil n'est pas nouveau mais leur utilisation systématique, et à grande échelle, par de nombreux services de l'État, pose question. Encore plus quand l'État semble disposer des compétences au sein de la fonction publique. Mais au fil des années, à force d'externaliser, Julie Gervais, maîtresse de conférences à Sciences Po Paris 1, nous explique que ces compétences au sein de l'État se perdent... Elle vient de corédiger *La valeur du service public* et a été auditionnée par la commission d'enquête du Sénat sur l'influence des cabinets de conseil.

[Lien via Europresse](#)

Le Monde
6 avril 2022

Avec Daniel Gaxie, professeur émérite en science politique et directeur du Centre de recherches politiques de la Sorbonne

Abstention à l'élection présidentielle : vers un « syndrome 2002 » ?

C'est la grande crainte pour le premier tour de l'élection présidentielle. A quelques jours du scrutin, tous les indicateurs montrent un risque de forte abstention dimanche 10 avril.

L'enquête réalisée par Ipsos-Sopra Steria en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean-Jaurès pour Le Monde le montre : la présidentielle mobilise moins qu'en 2017. Ainsi, sur un panel d'un peu moins de 13 000 personnes, 80 % se disent certaines ou presque certaines d'aller voter, soit cinq points de moins qu'il y a cinq ans. Or la précédente présidentielle avait déjà été marquée par une abstention haute (22,2 %).

Au-delà de ce chiffre, sa faible croissance est également préoccupante. Depuis janvier, il a seulement gagné trois points. A moins d'une semaine du vote, il y a de quoi s'inquiéter. En effet, la mobilisation se fait souvent dans les derniers jours de la campagne, notamment chez les moins intéressés par la politique. Cette fois-ci, l'effet levier ne semble pas exister. « La campagne compte beaucoup moins pour les catégories sûres d'aller voter, elle ne change pas ce noyau stable, explique Céline Braconnier, professeure des universités en science politique, directrice de Sciences Po Saint-Germain et spécialiste de l'abstention. L'intensité de dernière minute joue sur les électeurs les plus éloignés de la politique, les plus fragiles, les plus défiants. L'absence de dynamique de la campagne laisse de côté ces gens. »

[Lien via Europresse](#)

Radio Campus
6 avril 2022

Avec Caroline San Martin, maîtresse de conférences à l'École des arts de la Sorbonne

Filmer la danse (feat. Caroline San Martin) - En corps | TCS #30 (S4)

[Lien vers la vidéo](#)

Ouest France
5 avril 2022

Avec Michel Poivert, professeur en histoire et civilisations à l'université

Objectif Pérou pour le Vannes photos festival

Le week-end d'inauguration du Vannes photos festival aura lieu les 8, 9 et 10 avril. Un festival renouvelé qui prend la forme d'une biennale en alternance avec la Semaine du Golfe. Toujours 100 % gratuit riche en promesses, à la découverte du Pérou, d'une photographie peu explorée en France. Comme chaque année, des animations gratuites attendent petits et grands.

[Lien via Europresse](#)

LVSL.fr
5 avril 2022

Avec Michaël Zemmour, maître de conférences en sciences économique à l'université

« Il y a une stratégie de mise en déficit du système de retraites » – Entretien avec Michaël Zemmour

Alors que le projet de réforme des retraites de 2019 consacrait un changement total d'architecture du système, Emmanuel Macron vient récemment d'abandonner cette stratégie systémique. Le décalage de l'âge de départ à la retraite à 64 ans – proposé par le candidat E. Zemmour – ou même à 65 ans – piste privilégiée par V. Pecresse et E. Macron – a désormais le vent en poupe. Michael Zemmour est maître de conférences en économie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et le coauteur du **« système français de protection sociale »** (La découverte, 2021). Ce dernier nous invite à reconsidérer certaines idées reçues sur le système de retraite français – insoutenabilité, hausse des dépenses... – tout en nous proposant quelques pistes de réflexion pour en améliorer l'architecture. Entretien réalisé par Jules Brion et retranscrit par Dany Meyniel.

[Lien vers l'article](#)

The Conversation

5 avril 2022

Avec Christine Dugoin-Clément, chargée d'enseignement à l'Institut d'administration des entreprises de Paris

L'armée russe s'est retirée du nord de Kiev : défaite ou repli tactique ?

Après presque un mois et demi de conflit, malgré les innombrables destructions et pertes qu'a connues l'Ukraine, la Russie nie toujours y avoir déclenché une guerre, reconnaissant seulement mener une « opération spéciale » visant exclusivement des « nazis ».

En parallèle, les négociations russo-ukrainiennes se poursuivent en Turquie, dans une ambiance particulièrement tendue. Fin mars, lors d'un précédent round de négociations, deux membres de la délégation ukrainienne, ainsi que l'oligarque Roman Abramovitch, présent en tant qu'intermédiaire, auraient subi une tentative d'empoisonnement qui n'a cependant pas mis leurs jours en danger. Depuis, le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba, interdit à ses délégués de boire ou manger quoi que ce soit, et leur conseille même d'éviter de toucher les surfaces de la salle.

Côté occidental, après les bombardements massifs de Marioupol qui ont détruit près de 95 % de cette grande ville du Sud-Est ukrainien, quelques espoirs étaient nés de l'engagement russe de « réduire fondamentalement l'activité militaire ». Espoirs douchés par des bombardements ultérieurs dans l'Ouest de l'Ukraine, qui ont notamment visé Lviv. Néanmoins, le rythme du conflit se ralentit en matière de mouvement russe ; mais est-ce pour autant un signe de la volonté de Moscou d'avancer vers un cessez-le-feu ? Rien n'est moins sûr.

[Lien vers l'article](#)

RFI

5 avril 2022

Avec Marie Buscatto, professeure en sociologie

La très grande taille au féminin

“Asperge”, “perche”, “girafe” voici quelques-uns des surnoms avec lesquels grandissent les jeunes filles très grandes. Rejet, moqueries et complexes, tel est le quotidien dans lequel les femmes “trop” grandes vivent finalement, loin de l'image de la mannequin.

En France, 2 à 3 % des femmes mesurent plus d'1m77, une taille hors norme dans un pays où la taille moyenne des Françaises s'établit à 1m65. Si la grande taille est souvent valorisée dans nos sociétés et considérée comme un attribut de séduction pour les femmes, dans la réalité, ces centimètres en plus se révèlent assez à difficile à vivre. Comment assumer ses centimètres quand on fait face aux stigmatisations ? Quelles situations sont particulièrement problématiques ?

[Lien vers l'émission](#)

Marianne

4 avril 2022

Avec Paul Gradwohl, professeur en histoire et spécialiste de l'Europe centrale

Hongrie : "Orbán construit un système sans issue, qui ressemble à celui de Poutine"

Ce 3 avril, le parti Fidesz a remporté les législatives hongroises, ce qui permettra au très contesté Premier ministre sortant Viktor Orbán d'effectuer son quatrième mandat. Verrouillage des médias, peur de la guerre en Ukraine... Paul Gradwohl, historien à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne analyse ces résultats pour « Marianne ».

L'élection législative de ce 3 avril en Hongrie a donné le Fidesz, parti du Premier ministre sortant Viktor Orbán, gagnant avec plus de 53 % des voix. En face, l'opposition – composée de six partis allant des écologistes à l'ex-parti d'extrême droite Jobbik en passant par le parti social-démocrate (MszP) – ne recueille que 34,75 % des suffrages.

Fort de ce succès, Viktor Orbán entame un quatrième mandat sous le regard dépité de la coalition d'opposition qui dénonce « *une lutte inégale* » face à « *la propagande* » du chef d'État. Interrogé par *Marianne*, Paul Gradwohl, professeur d'histoire à l'université Paris-1 Panthéon-Sorbonne et directeur du Centre de recherche sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine (CRHECC), évoque plusieurs raisons à cette victoire : la peur de la guerre en Ukraine, le clientélisme du gouvernement, le verrouillage des médias...

[Lien vers l'article](#)

Médiapart

3 avril 2022

Avec Frédéric Sawicki, professeur de science politique à l'université

Faut-il voter utile pour Jean-Luc Mélenchon ?

Un débat portera sur ce qui agite certainement les discussions entre proches en ce moment : faut-il voter utile pour Jean-Luc Mélenchon ? Échange sur notre plateau entre des personnalités de gauche : le maire de Trappes Ali Rabeh, la militante féministe Caroline De Haas, la militante antiraciste et écolo Fatima Ouassak, et le politologue Frédéric Sawicki.

[Lien vers la vidéo](#)

The Conversation

3 avril 2022

Avec Patrick Eveno, professeur émérite spécialiste de l'histoire des médias

La redevance, rempart pour le service public ou totem idéologique ?

Le 7 mars 2022 lors de sa réunion à Poissy, le président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé son intention de supprimer la redevance audiovisuelle s'il était réélu. La redevance est une taxe impopulaire et, à quelques semaines des élections, une telle déclaration a suscité nombre de commentaires défavorables de la part de ses opposants, mais aussi de la part de syndicats de journalistes, de sociétés d'auteurs (la SACD, la SCAM) et de chercheurs. Il semble légitime de s'interroger sur cette déclaration et sur les risques que la suppression de la redevance peut faire courir à l'audiovisuel public.

Au départ, les critiques mettaient sur le même plan la volonté d'Emmanuel Macron et les propositions de Marine Le Pen et d'Éric Zemmour de supprimer la redevance. Cependant, ces derniers cherchent avant tout à privatiser tout ou partie de l'audiovisuel public. On peut estimer que la suppression de la redevance serait un premier pas vers la privatisation progressive de l'audiovisuel public.

[Lien vers l'article](#)

France 3 Régions

3 avril 2022

Avec Valécien Bonnot-Gallucci, chargé d'enseignement à l'École d'histoire de l'art et d'archéologie de la Sorbonne

L'histoire du dimanche - Germaine Dulac, cinéaste oubliée, théoricienne et féministe engagée, un certain regard sur le monde

Elle fut journaliste, écrivaine, cinéaste, théoricienne, philosophe, militante féministe, militante politique, directrice des actualités chez Gaumont, documentariste... La liste est longue tant la carrière et l'œuvre de Germaine Dulac est dense. Les archives sur elles le prouvent. Prosper Hillairet, auteur du recueil *Écrits sur le cinéma Germaine Dulac (1919-1937)* paru en 1995, s'y est attelé pendant près de 10 ans. "Je me suis lancé dans une aventure qui a duré plus de temps que prévu, sourit-il. Il y avait beaucoup de matière. Il fallait tout lire pour repérer quelque chose d'original parce qu'elle se répétait beaucoup. Et le recueil n'est qu'une sélection !"

Un travail indispensable d'archivage, de déchiffrement et de recherches nécessaires pour comprendre qui était cette femme, la première réalisatrice théoricienne du cinéma, précurseuse sur bien des domaines, dont l'œuvre et la personnalité ont été quelque peu oubliées au fil du temps.

[Lien vers l'article](#)

Libération

2 avril 2022

Avec Jean-Michel Tobelem, chercheur associé au sein de l'IREST

Boutiques de musées : la poule aux oeufs d'art

En une dizaine d'années, elle est devenue ce commerce sophistiqué où on achète une déco, sans forcément passer par la case expo. La librairie-boutique des grands musées attire une clientèle de plus en plus aisée qu'on pourrait voir arpenter les concept-stores à la mode. Un salon pour les professionnels de la culture lui a été consacré, les 30 et 31 mars à Paris, et les tendances affichées de ses produits dérivés «eco-friendly» ou «feel good» attestent de cette révolution déjà bien avancée.

[Lien via Europresse](#)

France TV

2 avril 2022

Avec Anne-Sophie Alsif, chargée d'enseignement à l'École d'histoire de la Sorbonne

Sommes-nous en économie de guerre ? Décarbonation : comment réagir face aux crises ? Les débats de l'éco du 2 avril 2022

Autour d'Emmanuel Cugny, **Anne-Sophie Alsif**, professeure d'économie l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et **Patrice Geoffron**, membre du Cercle des économistes et directeur du Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières.

Énergie, inflation, aides publiques : est-on entré en économie de guerre ?

Impact attendu de la guerre en Europe sur la croissance économique, retour galopant de l'inflation, nouvelles aides publiques déployées dans le cadre du plan de "résilience" au prix d'un creusement incessant de la dette et des déficits... les premiers chiffres et premières données prospectives tombent et ne sont guère rassurants. Peut-on dire que nous sommes entrés en économie de guerre ? Qu'est-ce qui la caractérise ? Fac à quels défis la France est-elle aujourd'hui confrontée ? La situation peut-elle tenir ?

Décarbonation : comment réagir aux crises en cours ?

Dans ce contexte de tensions énergétiques, économiques et financières, va-t-on pouvoir mener à bien la transition énergétique souhaitée, autrement dit la décarbonation de notre économie telle qu'on l'ambitionne ? Cette transition va demander beaucoup d'efforts industriels, techniques et politiques et les récents développements géostratégiques renforcent les difficultés et les coûts. Comment faire pour tenir les objectifs ?

[Lien vers l'émission](#)

Les Echos
30 mars 2022

Avec Jean-Michel Tobelem, professeur associé à l'Institut de recherches et d'études supérieures du tourisme

«Comment les musées se réinventent après la pandémie»

Après une pause liée au Covid-19, le Salon Museum Connections reprend ses quartiers les 30 et 31 mars à Paris Expo, Porte de Versailles. L'actualité est riche pour le secteur : après l'inauguration de La Banque, musée des cultures et des paysages le 27 novembre à Hyères (PACA), c'est le musée d'art moderne de Céret qui a rouvert le 5 mars dans une version agrandie (Occitanie). On découvrira également la métamorphose du musée départemental Albert-Kahn à Boulogne-Billancourt (Ile-de-France) le 2 avril et celle du musée de Cahors Henri-Martin en mai prochain... A chaque fois, ce sont 6 à 7 millions d'euros d'investissements, et même 60 millions pour le musée Albert-Kahn, pour ces projets lancés par les collectivités territoriales avant la crise sanitaire.

« C'est le paradoxe : cela fait vingt ans, trente ans, que j'entends la plainte des moyens en baisse pour la culture, mais finalement, le système ne s'effondre pas car les collectivités trouvent des financements quand elles jugent ces équipements porteurs de développement », constate Jean-Michel Tobelem, professeur associé à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, directeur de l'organisme d'études et de conseil Option Culture

[Lien via Europresse](#)

Le Figaro
29 mars 2022

Avec Julien Fretel, professeur de science politique

Ce que les Français écrivent au président de la République

ENTRETIEN - Les sociologues Michel Offerlé et Julien Fretel ont lu des dizaines de milliers de lettres adressées aux trois derniers présidents en exercice. Portrait d'une France souvent en galère, parfois en colère, et que l'Élysée surveille avec attention.

[Lien via Europresse](#)

Le Monde
29 mars 2022

Avec Francis Kessler, maître de conférences en droit privé et en sciences criminelles

Le dialogue social des travailleurs indépendants, une naissance contrôlée par l'Etat »

Dans sa chronique, le juriste Francis Kessler revient sur le jacobinisme social à l'œuvre dans la construction juridique du dialogue social entre travailleurs indépendants et plates-formes numériques, avec la création d'une Autorité des relations sociales des plates-formes d'emploi.

[Lien via Europresse](#)

AOC media
29 mars 2022

Avec Gilles Dorronsoro, professeur en science politique

L'équation stratégique russe : gains limités, coûts insupportables

La guerre russo-ukrainienne a commencé il y a un mois seulement, mais la rapidité des événements laisse penser qu'on peut déjà tirer quelques conclusions de cette invasion manquée. En effet, le réajustement des objectifs russes montre qu'une *désescalade stratégique* est en cours, ce qui n'exclut pas une intensification des combats. Il est ici pertinent de développer l'idée d'une asymétrie marquée entre les gains russes, essentiellement territoriaux, et les coûts économiques et politiques dont tout indique qu'ils sont massifs et, probablement, permanents ou de long terme.

[Lien vers l'article](#)

La Croix
29 mars 2022

Avec Dominique Rousseau, professeur émérite en droit et Bastien François, professeur en science politique

Comment endiguer la fatigue démocratique ?

Si l'identité du futur président de la République concentre pour l'instant l'attention des sondeurs et des médias, le taux d'abstention est également scruté avec anxiété dans les états-majors politiques. À moins de deux semaines du premier tour de l'élection présidentielle, la perspective de dépasser le record de 28 %, atteint le 21 avril 2002, est plausible. Car après les faibles taux de participation des élections municipales de 2020 (44,66 %) et régionales de 2021 (34,69 %), le faible intérêt des électeurs pour la campagne présidentielle, principal scrutin de la vie politique française, est manifeste.

Signe supplémentaire de la défiance des citoyens, l'émergence d'une brutalisation préoccupante des rapports entre les élus et certains de leurs administrés.

« *Les symptômes de la fatigue démocratique sont devenus trop aigus pour se dérober devant la nécessaire réforme des institutions* », considère Dominique Rousseau (1). Le professeur de droit constitutionnel estime qu'« *une révision constitutionnelle qui, comme celle de 2008, consisterait à rééquilibrer le pouvoir entre l'exécutif et les parlementaires, ou bien à octroyer plus de prérogatives au premier ministre, serait anecdotique* ». « *Le défi est considérable : rénover un édifice démocratique bâti sur 250 ans de culture de la représentation* », avertit le politiste Bastien François, professeur à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne.

[Lien via Europresse](#)

Vie publique

29 mars 2022

Avec Bastien François, professeur en science politique

L'élection du président au suffrage universel : quel bilan ?

L'élection présidentielle de 2022 est la 11^e qui se déroule au suffrage universel depuis 1965. Instaurée en 1962 dans des conditions controversées, elle a produit une présidentialisation de la vie politique qui fait figure d'exception au sein des pays de l'Union européenne.

[Lien vers l'article](#)

Philosophie magazine

28 mars 2022

Avec Jean-Baptiste Brenet, professeur de philosophie

Ce que "penser" veut dire, ici ou ailleurs

Il pense à elle », « *je pensais y aller* », « *qu'est-ce que tu en penses ?* » : dans la vie de tous les jours, on emploie le mot « penser » pour désigner toutes sortes de réalités. Au point qu'il semble difficile d'en donner une définition claire. La science s'y est essayée, la philosophie aussi, mais ses grands enjeux – et surtout ses sources ! – restent confuses.

Jean-Baptiste Brenet, professeur de philosophie arabe à l'université Paris-1-Panthéon-Sorbonne, tente d'apporter des éléments de réponse dans un ouvrage intitulé ***Que veut dire penser ?*** (Bibliothèque, Rivages, 2022).

S'appuyant sur la richesse et l'originalité des pensées arabes et latines, cet essai propose de réfléchir sur une question philosophique à la fois ancienne et profondément moderne. Éclairage.

[Lien vers l'article](#)

Yahoo news
28 mars 2022

Avec Patrick Eveno, professeur émérite spécialisé de l'histoire des médias

Présidentielle : pourquoi la presse n'est-elle pas soumise à l'égalité du temps de parole?

A partir de ce lundi 28 mars, l'égalité du temps de parole entre les candidats à la présidentielle doit être respectée à la télévision comme à la radio. En revanche, la presse n'est soumise à aucune contrainte. Pourquoi une telle différence?

A partir de ce lundi 28 mars, on pourra autant voir qu'à la télévision; on pourra entendre autant qu'à la radio. Avec le début officiel de la campagne présidentielle, l'égalité stricte de temps de parole entre les différents candidats est en effet contrôlée par l'Arcom (ex-) dans les médias audiovisuels. En revanche, pas sûr qu'ils soient tous aussi présents dans la presse. Les journaux et magazines ne sont en effet soumis à aucune règle. Comment comprendre cette différence?

Contactée, l'Arcom rappelle: "La loi sur la liberté de la presse n'est pas la même que pour l'audiovisuel". Les organes de presse sont en effet régis par la . Patrick Eveno, historien des médias, précise: "Personne n'a à se mêler de ce que la presse produit, sauf quand c'est délictueux. On peut être un journal de gauche, de droite ou du centre."

[Lien vers l'article](#)

Le JDD
26 mars 2022

Avec Hervé Amiot, enseignant-chercheur en géographie

Voici à quoi ressemble la communauté ukrainienne en France

Si de nombreux Ukrainiens rejoignent la France depuis un mois, cela fait un siècle que des migrants, venus de l'actuelle Ukraine, viennent s'installer en France. Hervé Amiot, chercheur en géographie à l'Université Bordeaux-Montaigne et à l'Université Paris 1, s'est penché sur cette communauté.

[Lien vers l'article](#)

Ouest France
26 mars 2022

Avec Anne Levade, professeure en droit public et présidente de la fondation Panthéon-Sorbonne

Présidentielle. Et si... les sondages étaient interdits avant une élection ?

Bien que souvent décriés, les sondages sont de plus en plus nombreux à chaque élection présidentielle. Quel candidat paraît en mesure de se qualifier au second tour ? Qui peut-on qualifier de petit et de gros candidat ? Quelles sont les dynamiques des différents candidats ? Autant de questions dont des éléments de réponse sont apportés par les études d'opinion menées par les instituts spécialisés.

Mais que se passerait-il si les sondages étaient interdits ? Cela changerait-il la campagne et cela pourrait-il bouleverser le résultat final ? Si la mesure peut apparaître séduisante au premier abord, elle pose aussi de nombreux problèmes...

[Lien vers l'article](#)

RTS
25 mars 2022

Avec Paul Gradwohl, professeur d'histoire et spécialiste de la Pologne

L'invité de La Matinale - Paul Gradwohl, spécialiste de la Pologne

[Lien vers l'émission](#)

Le Télégramme
25 mars 2022

Avec Michael Zemmour, maître de conférences en sciences économiques

“Michael Zemmour, enseignant à l'université Paris 1 « C'est réduire le temps de retraite en bonne santé »

Pourquoi dites-vous que le recul de l'âge de départ à la retraite n'est qu'un choix politique ?

La réforme est présentée comme la seule solution et le politique a tendance à dramatiser la situation financière pour justifier qu'il n'y a pas le choix. Or, en réalité, il n'y a aucune urgence à utiliser le levier du recul de l'âge de départ pour réformer le système des retraites. Les rapports publics montrent d'ailleurs que le « on vit plus vieux, donc il faut sauver le système » n'est plus vrai. Car on a déjà, dans les dernières années, plus reculé l'âge de départ que l'espérance de vie n'a augmenté... Par ailleurs, dans son dernier rapport, le COR dit que le système des retraites sera à l'équilibre voire excédentaire à l'horizon 2030 - il n'y a, pour le

moment, qu'un petit déficit, qui est lié à une baisse des ressources et non à une augmentation de dépenses. Le COR nous dit aussi que c'est plutôt la baisse du niveau des pensions qui risque de peser le plus sur l'avenir du système : si on ne fait rien, les retraités vont être sensiblement plus pauvres que la population active et la retraite deviendra un temps de déclassement social, ce qui obligera les retraités à se tourner vers le privé. Enfin, les réformes précédentes n'ont pas encore joué tout leur effet : sans nouvelle réforme, l'âge de départ à la retraite va quand même se décaler, car les carrières commencent aujourd'hui plus tard.

[Lien via Europresse](#)

Le Figaro

24 mars 2022

Avec Marie-Pierre Rey, professeure d'histoire et directrice du laboratoire SIRICE

Guerre en Ukraine : comment la Russie s'est construite face à l'Europe

LE FIGARO. - À travers l'histoire, la Russie a balancé entre occidentalisme et slavophilie. Comment cette oscillation a-t-elle forgé l'identité russe ?

Marie-Pierre REY. - Ces deux courants de pensée se structurent autour des années 1830-1840 en Russie, mais ce balancement commence à apparaître au sein des élites russes dès le XVIIIe siècle, dans le sillage du règne de Pierre le Grand. Il fallait définir un modèle de développement politique et social pour la modernisation de l'Empire. La question se cristallise au milieu du XIXe siècle et va traverser toute l'histoire tsariste et soviétique, jusqu'à aujourd'hui.

Pour les occidentalistes, la Russie est un pays européen qui doit regarder à l'Ouest pour aller vers la modernité politique, économique, administrative, et un État de droit. Pour cela, elle doit se débarrasser de ce qui est perçu comme des archaïsmes : l'autocratie, le servage, les traditions païennes et l'obscurantisme de l'Église orthodoxe. Les occidentalistes veulent se mettre, au moins momentanément, à l'école de l'Europe pour aller vers le progrès, sans pour autant renier la culture et l'histoire russe. À l'inverse, les slavophiles considèrent que la Russie n'est pas réductible à l'européanité et doit trouver dans ses traditions le modèle qui la guidera vers la modernité. Par exemple, la « commune paysanne » qui exprime, selon eux, un attachement à des valeurs de partage, de communauté qui tranchent précisément avec l'égoïsme et l'individualisme européen. L'orthodoxie, ainsi que le Zemski Sobor, une ancienne assemblée consultative, doivent permettre de forger un avenir.

Pour les slavophiles, la Russie ne doit pas regarder vers l'Europe parce qu'elle mettrait en danger son identité en la diluant. Elle doit, au contraire, affirmer sa spécificité avec l'autocratie, l'attachement à des valeurs collectives et au génie national (Narodnost).

[Lien via Europresse](#)

Médiapart

24 mars 2022

Avec Julie Gervais, maîtresse de conférences en science politique

À l'air libre (221) Cabinets de conseil : l'influence au cœur de l'État

Comment qualifier l'emprise des cabinets de conseil au cœur de l'État ? Nous en discutons avec Sophie Taillé-Polian, sénatrice, membre de la commission d'enquête du Sénat, Julie Gervais, politiste, Caroline Michel-Aguirre, journaliste et coautrice de l'ouvrage Les Infiltrés et Sarah Brethes, journaliste du pôle enquête de Mediapart.

[Lien vers la vidéo](#)

Médiapart

24 mars 2022

Avec Julie Gervais, maîtresse de conférences en science politique

Pantouflage : des candidats de gauche veulent tuer la « mafia légale » des élites

Autrefois décrié, le pantouflage, qui consiste pour les hauts fonctionnaires à faire des allers-retours entre public et privé, est désormais plus que normalisé, valorisé, notamment par le pouvoir en place. Certains candidats de gauche préconisent de l'interdire pour lutter contre les conflits d'intérêts.

[Lien via Médiapart](#)

Vie de l'université

Studyrama

14 avril 2022

à propos du classement QS par discipline dans lequel figure l'université

Classement QS 2022 par matière : la France occupe la 9e place !

La 12e édition du **QS World University Rankings by Subject** comprend 462 programmes universitaires de 75 universités françaises dans 51 disciplines académiques. Les programmes universitaires français classés ont progressé d'une année sur l'autre. En outre, **100 programmes français sont classés** dans les cinq principaux domaines universitaires (arts et sciences humaines, ingénierie et technologie, sciences de la vie, sciences naturelles et sciences sociales).

Classement mondial 2022 des universités par matière

Selon le classement des 50 premiers départements universitaires, **la France est le 9e meilleur système d'enseignement supérieur au monde** - aux côtés de l'Italie - avec 6 programmes dans cette catégorie. En Europe, les départements universitaires français classés ne sont dépassés que par la Suisse (31 programmes) et les Pays-Bas (15).

[Lien vers l'article](#)

Loopnews.com

13 avril 2022

à propos du Concours international d'éloquence de l'université

Nidger Paul en demi-finale au concours d'éloquence Université Paris 1

[Lien vers l'article](#)

L'Etudiant
13 avril 2022

l'université est citée à propos de l'institut d'administration des entreprises de Paris

IAE Paris : un plan stratégique pour davantage d'autonomie et consolider le leadership

C'est un **plan stratégique 2022–2024 "ambitieux mais réaliste"**, s'appuyant sur les réalisations de son précédent mandat, que présente Éric Lamarque, le 30 mars 2022. À l'actif du directeur de l'IAE de Paris : un fonds de roulement doublé et un budget de 15 millions d'euros, alimenté de 60% de ressources propres (mécénat d'entreprise, apprentissage). "Un **matelas financier déterminant pour les évolutions à engager**", précise-t-il, car pour l'établissement, il est temps d'investir." Dans le viseur de l'IAE, la "**consolidation de son leadership de l'enseignement supérieur public** dans le domaine des sciences de gestion et de management".

[Lien vers l'article](#)

Le Parisien
12 avril 2022

à propos du classement QS par discipline dans lequel figure l'université

Classement QS 2022 : 6 établissements français dans les Top 10 mondiaux par spécialité

QS en juin, Shanghai en août, Time Higher Education en septembre. La publication chaque année de ces trois classements internationaux des universités est particulièrement scrutée par les établissements d'enseignement supérieur du monde entier. Parce que ces classements sont très attendus, leurs concepteurs en ont multiplié les déclinaisons, sur des critères variés, comme l'insertion professionnelle, la qualité de la vie étudiante, etc. Des outils souvent critiqués, notamment pour leur influence sur la gestion des universités, mais tout de même utiles pour les étudiants à la recherche d'un programme à l'étranger, dans un domaine bien précis.

[Lien vers l'article](#)

L'Etudiant
8 avril 2022

à propos du classement QS par discipline dans lequel figure l'université

Classement QS par discipline 2022 : la France tire son épingle du jeu en sciences sociales

Dans le QS World University Ranking 2022 par discipline, la France reste en bonne position. Parmi les pépites hexagonales, on retrouve différents types d'établissements : Sorbonne Université, Insead, Sciences po Paris ou encore le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris.

[Lien vers l'article](#)

Les Echos Start

7 avril 2022

avec une étudiante de l'université

Mode d'emploi : ces étudiants français ont réussi à avoir une top université américaine sur leur CV

Une chose est certaine : Racem a un beau CV. Après avoir intégré l'Ecole des Ponts, il s'est envolé pour les Etats-Unis, pour un double-diplôme au très prestigieux MIT. « Un campus énorme, très impressionnant. Les cours sont plus orientés sur la pratique qu'en France, avec beaucoup d'études de cas, des TP (travaux pratiques) en groupe, le tout avec des enseignants qui sont tous des pointures dans le monde académique », se souvient Racem. Résultat : il décroche un job dès novembre, alors que son master ne s'achève qu'à l'été suivant. Aujourd'hui, notre diplômé travaille à Londres, dans l'univers du private equity. Dossier académique « en béton » Comme Racem, des étudiants du monde entier rêvent de passer les portes des meilleures universités américaines. En France, ils sont chaque année 6.000 à effectuer une mobilité diplômante aux Etats-Unis, toutes facs confondues.

[Lien via Europresse](#)

L'Etudiant

4 avril 2022

avec Arnaud, étudiant au sein d'une prépa de l'université

Podcast #Futur Prof

PODCAST. Bienvenue dans #Futur Prof, un nouveau podcast de l'Etudiant. Arnaud, passionné de philosophie, se lance dans l'aventure du Capes et de l'agrégation. Ces deux concours sont le sésame pour devenir professeur. Comment va-t-il se préparer à ces examens ultra sélectifs ? A quels défis va-t-il être confronté ? Comment vont-se passer les épreuves ? Va-t-il les décrocher ? Et au fait, pourquoi devenir professeur ? A travers chaque épisode du podcast #Futur Prof, vous êtes immergé dans le quotidien d'Arnaud, qui vous livre aussi ses conseils pour réussir ces concours.

[Lien vers les podcasts](#)

L'Étudiant

4 avril 2022

avec Arnaud, étudiant au sein d'une prépa de l'université

Concours enseignants : quelles sont vos chances de devenir prof ?

Tous les chemins mènent au métier de professeur... ou presque ! **Il existe en effet six concours distincts pour devenir enseignant, chacun ayant ses spécificités.** L'Étudiant vous propose un tour d'horizon des différents concours et de leur difficulté d'accès.

- **Le CRPE** (Concours de recrutement de professeur des écoles) **vous prépare à enseigner dans une école maternelle ou élémentaire ;**
- **le Capes** (Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré) **permet d'être professeur dans un collège ou un lycée,**
- le CAPLP (Concours d'accès au corps des professeurs de lycée professionnel) vous ouvre la voie du lycée professionnel
- le Capet (Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement technique) celle du lycée technique
- le Capeps (Certificat d'aptitude au professorat d'éducation physique et sportive) est quant à lui spécifique à l'enseignement du sport dans le secondaire.
- **Enfin, l'agrégation ouvre les portes de l'enseignement supérieur** : université, classes préparatoires, sections de techniciens supérieurs, mais vous pourrez aussi décider d'enseigner une matière en lycée.

[Lien vers l'article](#)

Le Monde

31 mars 2022

à propos des masters de l'École de droit de Sorbonne (EDS) et avec Farhad Ameli, directeur adjoint de l'EDS

Masters de droit à l'université : comprendre les critères de sélection des candidats

Le droit fait partie des matières les plus convoitées des étudiants. Mais en master, il n'y a pas de places pour tout le monde. Entre la fin de mars et la fin de mai, les campagnes de sélection pour intégrer un master de droit à la rentrée 2022 battent leur plein dans les universités. Depuis l'adoption de la loi ORE, entrée en application entre les rentrées 2017 et 2019 dans les facultés de droit, les étudiants en fin de licence n'ont plus un accès automatique à un master 1 ; la sélection s'opère désormais à ce niveau et non plus à l'entrée en master 2.

[Lien via Europresse](#)

Le Figaro
31 mars 2022

à propos de l'enquête réalisée par les étudiants du master 2 urbanisme et aménagement de l'université avec la Fondation Abbé Pierre

Fin de la trêve hivernale : que deviennent les ménages expulsés ?

Ce vendredi 1er avril, la trêve hivernale prend fin. Une angoisse pour plusieurs milliers de ménages qui peinent à payer ou ne peuvent pas acquitter leur loyer. Car à partir de cette date, les expulsions locatives sont à nouveau autorisées après avoir été interdites pendant 5 mois. En 2021, environ 12.000 ménages ont dû quitter leur logement, selon la Fondation Abbé Pierre, et plus de 8000 en 2020. C'est moins que les quelque 16.000 expulsions enregistrées chaque année.

Mais ce recul s'explique par la prolongation de la trêve hivernale, du fait de la crise sanitaire, qui a permis de limiter ces mises à la rue. « *Pour 2022, nous estimons entre 30.000 et 40.000 le nombre de ménages qui sont menacés d'expulsions* », confie au Figaro, Marie Rothhahn, responsable de la plateforme téléphonique Allo Prévention Expulsion. *Ce chiffre intègre les ménages qui n'ont pas été expulsés du fait de la crise sanitaire et les nouveaux ménages en fin de procédure* ».

Avec le concours de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, la Fondation Abbé Pierre a souhaité savoir ce que deviennent les ménages expulsés. Environ un tiers (32% exactement) n'a pas retrouvé de logement pérenne trois ans après la fin de la trêve hivernale, selon l'enquête. Ils vivent soit à l'hôtel, soit dans un logement de fortune (mobile-home, camping, squats...) ou chez un proche ou un ami. Les deux tiers restants sont parvenus à retrouver un logement mais ont dû attendre près d'un an (11 mois exactement) en moyenne.

[Lien via Europresse](#)

20 Minutes
30 mars 2022

à propos de l'enquête réalisée par les étudiants du master 2 urbanisme et aménagement de l'université avec la Fondation Abbé Pierre

Mal-logement : Un tiers des ménages ayant vécu une expulsion n'ont pas retrouvé un vrai logement un à trois ans après

Un choc dont les effets néfastes se font ressentir pendant des années. La fin de trêve hivernale qui est prévue vendredi risque de s'accompagner de nombreuses expulsions locatives. Pour dénoncer leurs conséquences, la Fondation Abbé Pierre et l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne dévoile une enquête* ce mercredi.

Selon celle-ci, un à trois ans plus tard, 32 % des ménages n'ont toujours pas retrouvé un vrai logement et vivent encore à l'hôtel ou chez un tiers. Et d'autres pans de leur vie sont affectés : 29 % des personnes interrogées n'ont pas pu poursuivre leur activité professionnelle à cause de l'expulsion. Ce qui explique sans doute que la moitié des personnes interrogées déclarent ne pas avoir assez de ressources pour subvenir à leurs besoins.

[Lien vers l'article](#)

France inter

30 mars 2022

La Fondation Abbé Pierre publie la toute première étude de suivi des ménages expulsés en France. Une étude à laquelle ont contribué, dans le cadre d'un atelier professionnel, les étudiants en Master 2 Urbanisme et Aménagement de l'université

Fin de la trêve hivernale : trois ans après, que deviennent les ménages expulsés ?

A la veille de la fin de la trêve hivernale, la Fondation Abbé Pierre publie la toute première étude de suivi des ménages expulsés en France. L'impact est majeur sur l'activité professionnelle, la scolarité des enfants, la santé physique et mentale.

Aggravation de situations déjà précaires et répercussions multiples qui empêchent de remonter rapidement la pente... A l'initiative de la Fondation Abbé Pierre, une soixantaine de personnes ont été recontactées pendant 3 ans après le départ forcé de leur logement. **Leurs trajectoires ont été analysées par l'association avec l'aide d'étudiants de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.** "Au bout de ces trois années, un tiers est toujours en errance et 10% sont passés par la rue à un moment ou à un autre, ce qui constitue toujours un moment particulièrement traumatisant", explique le directeur des études de la fondation Manuel Domergue.

[Lien vers l'article](#)

Pour nourrir demain

29 mars 2022

l'association Cop'1 – Solidarités étudiantes va bénéficier d'une aide financière et de dons en nature de la part de ce collectif pour ses distributions alimentaires sur différents sites parisiens

Contre la précarité étudiante, un collectif de 10 marques s'unit et lance le « kit de survie étudiant »

En France, le budget moyen d'un étudiant est de 635 euros. Les frais liés au logement, l'alimentation, les dépenses de vie quotidienne, les loisirs et les transports constituent les principaux postes de dépense¹. Pour soutenir le pouvoir d'achat étudiant, 10 entreprises engagées dans ces différents secteurs, lancent deux actions solidaires : un geste économique en faveur des étudiants partout en France, ainsi qu'une aide financière et matérielle à l'association étudiante Co'p1.

Les entreprises engagées dans cette démarche sont : Dott, DreamAct, franprix, Lamazuna, Nous anti gaspi, Phenix, Pulpe de Vie, StudyAssur, Recyclivre, WIZBII. Assurance, transport, cosmétiques, alimentation, culture, vêtements : l'objectif est de couvrir le maximum de besoins des étudiants.

[Lien vers l'article](#)
